



SÉRIE EP. 1 Lumumba, 1961 : un crime d'État néocolonial

Patrice Lumumba défie l'ordre colonial

Le 30 juin 1960, le Congo devient officiellement indépendant, après 75 ans d'un régime colonial belge violent et ségrégationniste. Alors que le nouveau premier ministre entend affirmer la souveraineté du nouvel État, Bruxelles est, quant à lui, prêt à tout pour préserver son emprise.

Fanny Pigeaud

1 août 2026 à 16h56

Combien de Congolais·es et de Belges, réunis au palais de la Nation à Léopoldville, le 30 juin 1960, comprennent qu'ils et elles assistent au premier acte d'une tragédie ? Alors que l'indépendance du Congo vient tout juste d'être proclamée, deux discours que tout oppose se succèdent.

Le roi des Belges, Baudouin I^{er}, célèbre l'œuvre coloniale belge ; le nouveau premier ministre congolais, Patrice Lumumba, dresse un réquisitoire implacable contre celle-ci. Derrière ces visions inconciliables de l'histoire se dessine déjà une bataille pour l'avenir du Congo. Personne, cependant, n'imagine alors que Patrice Lumumba sera assassiné moins de sept mois plus tard.

Âgé de seulement 35 ans, le chef du nouveau gouvernement congolais a connu une ascension politique aussi rapide qu'exceptionnelle. Fils d'un modeste paysan, il s'est largement formé lui-même, nourri de lectures et curieux de tout, après une scolarité mouvementée dans des missions religieuses, dont il est renvoyé pour « *manque d'assiduité* » aux offices. En 1944, à 19 ans, il quitte son village pour Stanleyville.

Il suit des cours du soir, devient employé des postes, fréquente des cercles associatifs et commence à écrire. Son intelligence impressionne jusqu'au sein de l'administration coloniale. En 1954, il obtient le statut d'« immatriculé », réservé à une minorité de Congolais·es jugés·es suffisamment « civilisés ». Il ne remet pas encore en cause l'ordre colonial, réclame avant

tout l'égalité. Comme le précise l'historienne Élisabeth Dikizeko, il n'éprouve aucune hostilité envers les Blancs et évoque même dans ses discours et écrits les bienfaits de la civilisation occidentale.



Léopoldville (Congo) le 29 juin 1960. Le président congolais Kasa-Vubu, le premier ministre Patrice Lumumba et le roi Baudouin de Belgique. © Photo Belga / Sipa

Mais il ne se conforme pas toujours aux codes d'un système colonial profondément paternaliste, relève le politologue Herbert Weiss, qui l'a connu quelques années plus tard et se souvient d'un « *homme charmant* », « *un grand nationaliste* ». En 1955, lors d'une visite du roi Baudouin à Stanleyville, il fait partie d'un groupe de responsables associatifs présentés au souverain. Au lieu de se contenter comme les autres de le saluer, il engage la conversation. Le geste choque une partie du milieu colonial, qui y voit une marque d'arrogance, presque un crime de lèse-majesté.

Combat anticolonial

En 1956, Patrice Lumumba se rend en Belgique. À son retour, il est condamné à dix-huit mois de prison pour détournement de fonds dans le cadre de son travail aux postes. Il reconnaît les faits, tout en dénonçant la politique coloniale qui pousse les quelques Congolais·es instruits·es à adopter le mode de vie européen sans leur en donner les moyens.

Son parcours le mène progressivement vers le combat anticolonial, alors en plein essor sur le continent. À Léopoldville, des associations culturelles et ethniques, comme l'Alliance des Bakongo (l'Association des Bakongo

pour l'unification, la conservation et l'expansion de la langue kikongo ou Abako), se politisent et réclament l'émancipation. Installé dans la capitale à partir de 1957, Patrice Lumumba devient rapidement l'un des principaux acteurs de cette effervescence. Sans être toutefois un militant radical : selon l'universitaire Jean-Claude Willame, ses discours sont à ce moment-là « *empreints d'une conception nationaliste "sage"* ».

Grâce à son éloquence et à sa capacité de dépasser les clivages ethniques, il acquiert une stature nationale. En octobre 1958, il prend la tête du Mouvement national congolais (MNC), premier grand parti à revendiquer une indépendance fondée sur l'unité du Congo. « *Il croit encore en la possibilité de fonder, à l'indépendance, une communauté belgo-congolaise* », note Élisabeth Dikizeko.

En octobre 1959, après avoir appelé à un « divorce immédiat et définitif entre la Belgique et le Congo », Patrice Lumumba est emprisonné.

Quelques semaines plus tard, il participe au Ghana à la Conférence des peuples africains, lors de laquelle il rencontre plusieurs figures majeures du panafricanisme, dont Kwame Nkrumah et Frantz Fanon. Il en revient avec une vision politique plus affirmée.

Patrice Lumumba manie alors revendications et volonté de compromis avec la Belgique, plaidant pour « *une collaboration fructueuse, confiante et durable* ». Ses exigences politiques se renforcent « *à mesure qu'il gagne en notoriété* », d'après Jean-Claude Willame.

Et puis tout s'accélère. En janvier 1959, un premier grand soulèvement populaire secoue Léopoldville. La répression est brutale : entre 250 et 500 personnes sont tuées. Au cours des mois suivants, Patrice Lumumba « *sillonne le pays et consolide sa réputation de meneur et de tribun* », souligne Élisabeth Dikizeko. En octobre, après avoir appelé à un « *divorce immédiat et définitif entre la Belgique et le Congo* », il est emprisonné. Sous pression, les autorités belges le font néanmoins libérer afin qu'il participe à une table ronde organisée en janvier-février 1960, à Bruxelles, sur l'avenir du territoire.

Ingérence occidentale

Lors de cette réunion, les participants s'accordent sur une proclamation de l'indépendance le 30 juin, après des élections législatives. En mai, le MNC remporte le scrutin, à la surprise des dirigeants belges. Patrice Lumumba, lui, ne se fait guère d'illusions. Le 15 juin, il accuse la Belgique de vouloir conserver son emprise sur le pays et ses richesses : « *Le gouverneur général, le ministre du Congo et tous les milieux officiels belges sont en train de mener un jeu dangereux : ils ont déjà leurs candidats pour le poste de chef de l'État et celui de premier ministre.* » Les États-Unis ont eux aussi cherché à faire élire un « gouvernement pro-occidental ».



Lors d'émeutes contre le gouvernement colonial à Léopoldville (Congo) le 4 janvier 1959. © Photo AFP

Patrice Lumumba parvient pourtant à s'imposer. Le MNC ne disposant pas d'une majorité suffisante pour gouverner seul, il forme une coalition. Joseph Kasa-Vubu, chef de l'Abako, devient président de la République, une fonction essentiellement honorifique, tandis que Patrice Lumumba accède au poste de premier ministre, qui concentre l'essentiel du pouvoir.

Les dirigeants belges ont toutefois pris leurs précautions. Par un tour de passe-passe constitutionnel, ils favorisent l'ascension de l'un de leurs principaux relais politiques, Moïse Tshombé, à la tête de l'assemblée provinciale du Katanga, riche province minière où les intérêts de l'Union minière du Haut-Katanga, contrôlée par de puissants groupes financiers belges, sont considérables.

« Nous avons connu l'ironie, les insultes, les coups. [L'indépendance est le fruit d'une lutte] qui fut de larmes, de feu et de sang. »

Patrice Lumumba, premier ministre congolais en 1960

C'est dans ce contexte qu'arrivent le 30 juin et ses cérémonies officielles. Au palais de la Nation, seuls le roi Baudouin et Joseph Kasa-Vubu doivent s'exprimer en cette fin de matinée. « *L'indépendance du Congo constitue l'aboutissement de l'œuvre conçue par le génie du roi Léopold II* », affirme le souverain, sans un mot sur les violences massives commises entre 1885 et 1908 sous le régime léopoldien, qui ont fait, selon les estimations, plusieurs millions de morts.

Pendant ce temps, Patrice Lumumba prend des notes, visiblement tendu. Après l'allocution terne de Joseph Kasa-Vubu, l'imprévu survient : le président de la Chambre des représentants lui accorde la parole, rompant le protocole. Le premier ministre rappelle alors la réalité de la colonisation : « *Nous avons connu l'ironie, les insultes, les coups.* » L'indépendance, insiste-t-il, n'est pas un cadeau de Bruxelles, mais le fruit d'une lutte « *qui fut de larmes, de feu et de sang* ». Il promet des lois « *qui seront nobles et justes* ».

Livide, Baudouin I^{er} envisage de regagner immédiatement la Belgique, avant d'accepter d'attendre la fin des festivités. Lors du déjeuner, Patrice Lumumba consent à lire un texte plus conciliant pour apaiser les tensions. Mais l'onde de choc de son discours du matin demeure intacte.

Rupture avec Bruxelles

Le lendemain, le correspondant du *Monde* à Léopoldville évoque un « *discours-bombe* », un « *véritable réquisitoire contre l'œuvre belge au Congo* », et une assistance « *frappée de stupeur* ». Pour de nombreux analystes, cette intervention marque le point de rupture entre Bruxelles et Lumumba.

Le sociologue Ludo De Witte, auteur de l'ouvrage de référence *L'Assassinat de Lumumba* (1999), nuance toutefois cette lecture : aux yeux des autorités belges, explique-t-il, le véritable problème est que Lumumba « *ajoute l'acte à la parole* ». Dans les jours qui suivent, il tente en effet de reprendre le contrôle effectif de l'État

congolais.

Les difficultés apparaissent aussitôt. Le nouvel État manque de cadres qualifiés, conséquence directe de la politique coloniale belge, qui a limité l'accès des Congolais·es aux responsabilités politiques et à l'enseignement supérieur. De fortes tensions traversent par ailleurs les élites congolaises. Surtout, dès les premiers jours de juillet, le pays est la cible de manœuvres de déstabilisation orchestrées par Bruxelles.

La Belgique saisit une occasion pour intervenir militairement, invoquant la protection de ses ressortissants pris dans les violences et les pillages.

Le 5 juillet, les soldats de la Force publique, l'ancienne armée coloniale, se révoltent contre leurs officiers, restés presque exclusivement belges malgré l'indépendance. Trois jours plus tard, Patrice Lumumba décrète l'africanisation de l'armée et promeut des officiers congolais, parmi lesquels un certain Joseph-Désiré Mobutu.



Pour rétablir l'ordre, Patrice Lumumba décide d'un voyage à l'intérieur du pays, à Luluabourg puis vers Kindu et Maniema, en juillet 1960. © Photo Archives Jeune Afrique / REA

La Belgique saisit cette occasion pour intervenir militairement, invoquant la protection de ses ressortissant·es pris·es dans les violences et les pillages liés à la mutinerie. À partir du 9 juillet, elle déploie 10 000 hommes au Katanga et dans d'autres régions, y compris à Léopoldville.

Au Katanga, ses militaires désarment les soldats de l'armée nationale, ce qui permet à Moïse Tshombé de

proclamer l'indépendance de la province, le 11 juillet. C'en est fini du Congo uni défendu par Patrice Lumumba. Selon Ludo De Witte, l'ambassadeur belge à Léopoldville se met « à la recherche de candidats capables de remplacer Lumumba ».

Le 8 août, le sud de la province diamantifère du Kasai fait à son tour sécession.

Commence alors pour Patrice Lumumba un véritable tourbillon diplomatique et politique. Pour tenter de résoudre la crise, il multiplie les déplacements. Fin juillet, il se rend en Amérique du Nord. À New York, il plaide devant l'Organisation des Nations unies pour une action plus ferme contre les forces sécessionnistes et la présence militaire belge. Mais si l'institution a commencé à déployer des Casques bleus au Congo dès la mi-juillet, son secrétaire général, Dag Hammarskjöld,

s'oppose à une intervention militaire au Katanga. À Washington, le président Dwight D. Eisenhower refuse de le recevoir.

Le premier ministre effectue également une tournée en Afrique, notamment au Ghana et en Guinée, et se rend à plusieurs reprises à l'intérieur du Congo, où les difficultés s'accumulent : le 8 août, le sud de la province diamantifère du Kasai fait à son tour sécession.

Malgré ses initiatives, ses adversaires occidentaux et leurs alliés congolais continuent de resserrer l'étau autour de lui. Ainsi, si la Belgique a retiré fin juillet ses troupes régulières du Katanga, elle y maintient des officiers et soutient toujours les forces katangaises.

Fanny Pigeaud